



**equitas**

# Plan d'action de la Coalition des OSC pour le suivi de l'EPU

**Projet de suivi des recommandations de l'EPU au Sénégal relatives aux violences faites aux femmes et à l'accès à l'éducation**

**\*\***

*Projet Àndandoo - Renforcement de l'éducation aux droits humains à l'échelle mondiale*

Ce projet est réalisé grâce à l'appui du Gouvernement du Canada, par l'entremise du Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement (MAECD), ainsi que de l'Organisation internationale de la Francophonie.

**Canada** 

ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
**la francophonie** 

## Contexte

La Coalition des organisations de la société civile pour le suivi de l'examen périodique universel (EPU) a choisi de travailler sur deux recommandations parmi celles formulées à l'endroit du Sénégal lors de son deuxième passage à l'EPU. Il s'agit de :

- **La recommandation 124.37 : « Renforcer encore la protection et la promotion des droits des femmes en accordant une attention accrue à la lutte contre la violence intrafamiliale et la violence à l'égard des femmes ». (Australie);**
- **La recommandation 124.105 :« Poursuivre l'action menée pour réaliser le droit à l'éducation, en prêtant une attention spéciale à l'accès à l'éducation des enfants et adolescents en âge de fréquenter l'école intermédiaire ou secondaire ». (Costa Rica).**

Le diagnostic sur la situation des droits humains des femmes et des filles a révélé deux obstacles majeurs à leur droit à la participation :

- **les violences multiformes qu'elles subissent,**
- **le problème de l'accès à l'état civil.**

Les violences les empêchent d'exprimer librement leur point de vue et de participer à la prise de décision aussi bien dans l'espace public que privé.

Le non accès à l'Etat civil constitue un véritable frein à la scolarisation et au maintien des jeunes à l'école, remettant ainsi en cause leur droit à l'éducation.

Ces deux problématiques sont largement ressorties au cours des discussions qui ont été menées par les organisations de la société civile lors du processus qui a abouti à la mise sur pied de cette Coalition.

L'étude de base menée lors du démarrage du projet APCF les a également bien identifiés comme obstacles à lever pour atteindre une pleine participation des femmes et des filles.

C'est pourquoi les deux recommandations ciblées sont relatives à ces deux thématiques : violences faites aux femmes et l'accès à l'état civil comme condition de réalisation du droit à l'éducation.

**Axe 1 : État des lieux sur les violences faites aux femmes et l'accès à l'État civil**

**But :** Disposer d'une situation de référence sur les violences et sur l'accès à l'État civil au Sénégal.

- Objectifs :**
- Rassembler toutes les informations de base nécessaires pour une compréhension commune des deux problématiques en lien avec les recommandations de l'EPU.
  - Renseigner sur les deux thématiques par la production de fiches signalétiques (une fiche par recommandation).
  - Mettre à jour les fiches signalétiques tous les six (6) mois afin de représenter les avancées sur l'État civil et les violences de façon périodique.

**Pertinence** L'état des lieux à travers des documents courts, concis et clairs nous permettra de circonscrire les deux problématiques, ainsi que de partager cette information avec les acteurs qui prendront part aux activités. Ce sera aussi une façon d'établir une compréhension commune de toutes et tous sur les enjeux touchés. Finalement, la réactualisation des fiches signalétiques de façon périodique sera une façon de représenter les avancées dans la mise en œuvre des recommandations.

Activités	Cibles	Responsable	Echéance	Résultats attendus
Revue documentaire des : <ul style="list-style-type: none"> <li>- informations tirées des connaissances des membres de la coalition.</li> <li>- rapports EPU</li> <li>- rapports alternatifs de la société civile</li> <li>- études réalisées sur la violence contre femmes et l'État civil à Pikine et à Thiès par la société civile</li> </ul>	Membres de la coalition qui travailleront sur les fiches signalétiques (voir ci-bas)		Mois 1 du plan d'action	Un court document avec tous les éléments importants relatifs aux deux recommandations

<p>Elaboration de fiches signalétiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avec l'information de la revue documentaire, deux fiches signalétiques seront créées.</li> <li>- Ces fiches seront actualisées tous les 6 mois afin de mettre à jour les informations liées à la mise en œuvre des recommandations</li> </ul>	<p>Partenaires, acteurs concernés, et personnes qui assistent aux formations.</p>			<p>Fiches signalétiques (100 sur les violences et 100 sur l'État civil) créées et distribuées.</p> <p>Fiches signalétiques mises à jour et distribuées à chaque six mois</p>
---	---	--	--	--

## Axe 2 : Renforcement de capacités des organisations de la société civile et des médias

**But :** Renforcer l'action des organisations de la société civile et des médias pour une contribution effective à la mise en œuvre des recommandations dans les communautés.

- Objectifs :**
- Renforcer la capacité des membres de la coalition à connaître et à mettre en œuvre des activités liées à l'État civil.
  - Renforcer la capacité et les connaissances des membres de la coalition pour mieux utiliser le mécanisme de l'EPU et faire le suivi des recommandations.
  - Développer les capacités et connaissances des journalistes et animateurs-trices radio, TV et presse écrite à faire des interventions sur des sujets sociaux relatifs aux deux recommandations.

**Pertinence** Les membres de la coalition ont noté qu'il y a un déficit d'information sur l'État civil, ainsi qu'un manque de connaissances pour faire un suivi effectif des deux recommandations de l'EPU. Il est important que tous les membres de la coalition soient bien informés du fonctionnement du mécanisme de l'EPU afin d'y participer pleinement et de renforcer leur connaissance sur l'Etat civil.

Les journalistes et animateurs-trices radio, TV et de la presse écrite qui traitent d'enjeux sociaux ont le potentiel d'être des acteurs clés dans la promotion de la mise en œuvre des recommandations. Toutefois, ils manquent d'information quant aux questions liées à la violence faites aux femmes et à l'État civil. Développer leurs connaissances leur permettra de mieux aborder les questions relatives aux deux thématiques.

Activités	Cibles	Responsable	Echéance	Résultats attendus
Organisation d'un atelier de formation de journalistes et d'animateur-trices TV, radio et presse écrite sur les VFF et l'Etat civil :	journalistes animateurs-trices radio, TV et presse écrite			20 journalistes et animateurs-trices radio, TV et presse écrite ont développé les connaissances nécessaires pour aborder plus efficacement les deux thématiques dans leurs émissions
Organisation d'un atelier de formation des membres de la coalition sur l'Etat civil	Tous les membres de la coalition			20 membres de la coalition deviennent des personnes de référence sur les questions de l'État civil dans leur organisation et au sein de leur communauté
Organisation d'un atelier de renforcement	Tous les membres de la			20 membres de la coalition ont les

de capacités des membres de la Coalition en monitoring	coalition			connaissances et les compétences pour prendre part au suivi des recommandations
--	-----------	--	--	---

**Axe 3 : Information, sensibilisation et communication**

**But :** Faire connaître les deux recommandations au grand public et aux autres acteurs.

- Objectifs :**
- Informer les communautés et les acteurs de l'existence des deux recommandations.
  - Sensibiliser sur l'importance de promouvoir l'accès à l'État civil et de réduire les violences faites aux femmes.

**Pertinence** Les membres de la coalition font un travail continu pour promouvoir l'accès à l'État civil et œuvrer pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles. Malgré tout, la portée de leurs actions est souvent limitée par un traitement médiatique qui ne prend pas en compte « l'approche droits humains ». La mise en place de stratégies de communication pourra permettre une meilleure communication sur les deux recommandations.

<u>Activités</u>	<u>Cibles</u>	<u>Responsable</u>	<u>Echéance</u>	<u>Résultats attendus</u>
Organisation de 05 causeries sur l'Etat civil	Groupements de femmes, Associations de jeunes, APE, relais communautaires, bajeen gox			150 jeunes / femmes sont sensibilisés-es sur l'Etat civil
Organisation de 05 causeries sur les violences faites aux femmes et aux filles	Groupements de femmes, Associations de jeunes, APE relais communautaires, bajeen gox			150 jeunes / femmes sont sensibilisés-es sur les violences, en particulier sur la violence intra familiale

Suite des activités de l'Axe 3 à la page 6

**Axe 3 : Information, sensibilisation et communication (suite)**

<b>Activités</b>	<b>Cibles</b>	<b>Responsable</b>	<b>Echéance</b>	<b>Résultats attendus</b>
Tenue de 02 fora communautaires sur l'Etat civil	Leaders communautaires, délégués de quartier Autorités administratives religieuses, locales coutumières, Service civique national, APE, Autorités académiques			120 leaders communautaires, délégués de quartier et autorités locales ont identifié des stratégies concrètes pour la mise en œuvre de la recommandation à l'Etat civil comme condition d'accès au droit à l'éducation
Tenue de 02 fora sur les violences faites aux femmes et aux filles	Leaders communautaires, délégués de quartier Autorités administratives religieuses, locales coutumières, Service civique national, APE, Autorités académique			120 leaders communautaires, délégués de quartier et autorités locales ont identifié des stratégies concrètes pour la mise en œuvre de la recommandation relative à la violence
Diffusion de spots radios et TV sur les deux thématiques	Grand public			05 spots réalisés avec 100 diffusions
Organisation de 20 émissions Radios sur les deux thématiques	Grand public			Environ 2 millions de personnes touchées
Organisation 04 émissions TV sur les deux thématiques	Grand public			Environ 4,5 millions personnes touchées

Production d'un film documentaire sur les deux thématiques	Populations, élus locaux, Etat, partenaires, OSC, OCB, communauté scolaire...			Un film documentaire est réalisé
--	---	--	--	----------------------------------

#### Axe 4 : Plaidoyer

**But :** Amener les autorités locales et nationales ainsi que les acteurs clés à jouer pleinement leurs rôles dans la mise en œuvre des deux recommandations.

- Objectifs :**
- Produire et vulgariser un document de plaidoyer pertinent.
  - Identifier les acteurs clés et les parties prenantes impliqués dans le processus de l'EPU.
  - Créer des espaces d'échange avec les acteurs clés et les parties prenantes.

**Pertinence** La responsabilité de la mise en œuvre des recommandations est partagée entre tous les membres de la société (société civile, autorités locales et nationales, et communautés).  
Le processus de l'EPU est un espace où la société civile peut, par l'entremise d'un plaidoyer efficace, sensibiliser les autorités sur leurs rôles et responsabilités dans le cadre de la mise en œuvre, tout en partageant les leçons apprises et bonnes pratiques tirées de leurs expériences et expertises liées à leur travail auprès des communautés

Activités	Cibles	Responsable	Echéance	Résultats attendus
Elaboration d'un document de plaidoyer	Décideurs	Coalition		La coalition a un document de plaidoyer qui rassemble l'argumentaire et les recommandations des membres
Organisation de 20 rencontres d'échange avec les parties prenantes	Acteurs clés, décideurs,			20 acteurs clés sont sensibilisés sur leurs rôles et responsabilités pour la mise en œuvre effective des recommandations

**Axe 5 : Suivi - Évaluation**

<b>Activités</b>	<b>Cibles</b>	<b>Responsable</b>	<b>Echéance</b>	<b>Résultats attendus</b>
Organisation de rencontres périodiques avec les membres de la coalition	Coalition			les activités sont régulièrement évaluées par les membres de la Coalition
Organisation d'un atelier d'évaluation	Tous les acteurs			Les résultats du plan d'action sont partagés et les impacts identifiés